



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

LETTRE DE VEILLE GÉOGRAPHIQUE

Mensuel d'information et d'analyses • N° 115 • Mai 2024



Madagascar, riche en ressources naturelles et en diversité culturelle, se trouve à un carrefour économique crucial. La situation économique actuelle du pays est marquée par une série de partenariats commerciaux, stratégiques et économiques qui, bien que prometteurs, sont également accompagnés de défis significatifs.

L'Accord de Partenariat Économique (APE) entre Madagascar et l'Union européenne (UE) est perçu comme une bouée de sauvetage pour l'économie malgache. Il permet l'exportation sans droits ni quotas de toutes les marchandises vers l'UE, offrant ainsi un accès inestimable au marché européen. Les discussions récentes à Ankorondrano, réunissant des représentants du secteur privé, de l'UE et du ministère de l'Industrialisation et du Commerce, ont mis en lumière les avantages et les obstacles qui s'en rapportent.

Malgré des avantages apparents, les industries malgaches se heurtent toutefois à des défis majeurs. On peut notamment parler du manque d'équipements et les strictes réglementations européennes. Le Syndicat des Industries de Madagascar a souligné que ces obstacles mettent à mal la compétitivité des produits malgaches, rendant difficile leur pénétration sur le marché européen. Si la coopération avec l'UE s'intensifie, cet APE pourrait inciter les industries locales à améliorer leur compétitivité et à respecter davantage les normes internationales. Cependant, la question demeure : Madagascar est-il prêt à surmonter ces défis pour pleinement bénéficier de cet accord ?

Par ailleurs, il a récemment été mis en évidence l'importance de l'intégration régionale pour Madagascar. L'adhésion à des organisations telles que la Commission de l'océan Indien (COI) et le marché commun de l'Afrique australe (Comesa) offre des opportunités pour réduire la pauvreté et renforcer le tissu productif du pays. Aller seul, sans appui, dans l'arène mondiale est équivalent à un suicide économique. L'intégration régionale permet non seulement d'améliorer la compétitivité des produits locaux, mais aussi de valoriser la manufacture locale par rapport à celle des autres pays membres. Cependant, cette intégration nécessite des efforts concertés pour booster la qualité et la compétitivité des produits malgaches. Madagascar dispose de nombreuses potentialités économiques, mais l'exploitation efficace de ces ressources reste un défi de taille. La question se pose alors : le pays peut-il transformer ces potentialités en atouts économiques concrets à travers une intégration régionale réussie ?

Dans un autre registre, les négociations en cours avec le Fonds monétaire international (FMI) représentent une autre dimension de la situation économique de la Grande-Île. Mokhtar Benlamine, représentant résident du FMI, s'efforce de finaliser deux nouveaux accords de programme, dont une Facilité élargie de crédit (FEC) et une Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Ces accords, estimés à 660 millions de dollars, sont essentiels pour stabiliser l'économie malgache et soutenir des réformes structurelles cruciales.

Ces négociations ne sont pas sans défis. L'application du système automatique de fixation des prix du carburant, par exemple, reste une pomme de discorde. La réussite de ces discussions dépendra de la capacité du pays à respecter les conditions fixées par le FMI et à mettre en œuvre les réformes nécessaires. La question qui se pose ici est : Madagascar peut-il aligner ses politiques économiques sur les exigences du FMI tout en maintenant la stabilité sociale et politique ? Un véritable dilemme...

En outre, la Foire Internationale de Madagascar (FIM) a récemment été le théâtre de plusieurs partenariats commerciaux fructueux entre des entreprises malgaches et leurs homologues de l'océan Indien, notamment de Mayotte et de La Réunion. On n'oublie pas non plus les organisations bordelaises. Ces partenariats visent à renforcer les relations commerciales régionales et autres, ainsi qu'à explorer de nouvelles opportunités d'exportation. Johanne Raharinosy, présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie France Madagascar (CCIFM), a souligné l'importance de ces rencontres pour le développement économique de la région. Les discussions ont permis de consolider des partenariats dans des secteurs stratégiques tels que l'agroalimentaire, les énergies renouvelables et les technologies de l'information. Cependant, ces initiatives nécessitent un soutien continu et une stratégie claire pour maximiser leurs avantages.

D'un côté, des partenariats stratégiques avec l'UE, des intégrations régionales et des négociations avec le FMI offrent des opportunités significatives pour la croissance et le développement. De l'autre côté, des défis persistants tels que le manque d'infrastructures, les réglementations strictes et les conditions économiques difficiles posent des obstacles majeurs. Madagascar se trouve à un carrefour économique. La clé du succès réside dans la capacité du pays à naviguer habilement à travers ces défis tout en tirant parti des occasions favorables offertes par les partenariats stratégiques et économiques. La question ultime demeure : Madagascar est-il prêt à entreprendre les réformes nécessaires et à adopter une stratégie proactive pour garantir un avenir économique prospère ?

L'avenir nous le dira...

Narindra RAKOTONDRAINIBE
Directrice de la CCIFM

04

INFOGRAPHIE

Les chiffres du mois

05

MEMO ECONOMIQUE

Avis à Tiers Détenteur

06

BRÈVES DE L'ÉCONOMIE

L'essentiel des actualités économiques du mois

07

DOSSIER CCIFM

Rencontre d'affaires entre les entreprises malgaches, mahoraises, réunionnaises et bordelaises

09

TEXTILE MALGACHE

Secteur textile de Madagascar : les investisseurs chinois dans le viseur

10

MINES

Graphite : 8 % de la réserve mondiale détenue par Madagascar

11

SECTEUR PRIVE

Intégration régionale : le marché africain dans la ligne de mire du secteur privé malgache

12

INDUSTRIES AFRICAINES

Afrique : Les industries dans lesquelles le continent peut devenir un leader

13

ECONOMIE FRANÇAISES

JO 2024 : de très grosses retombées économiques attendues pour Paris et l'Île-de-France

14

ÉCONOMIE – FINANCES

Indice des prix à la consommation - Indicateurs économiques madagascar - Commerce bilatéral France - Madagascar
Relevé des prix

18

AGENDA

Dates et événements à retenir

Toute reproduction, représentation ou diffusion, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse de la CCI France Madagascar, est interdite.

CLAUDE DE NON-RESPONSABILITE

La CCI France Madagascar ne peut en aucun cas être tenue pour responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés.

06

BRÈVES DE L'ÉCONOMIE

07



09



10



11

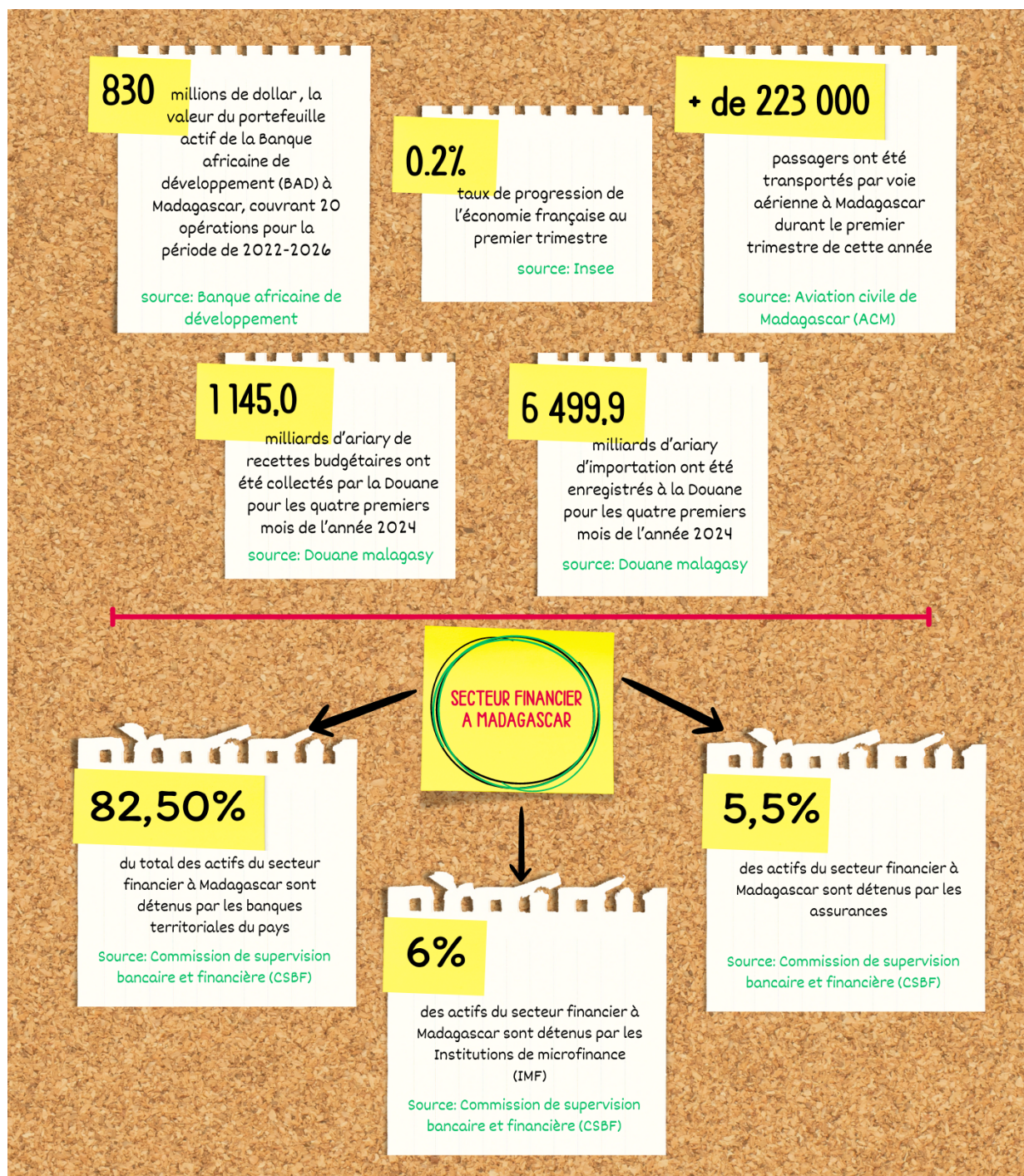


12



13





Cours des changes du 31/05/2024

Devises	Plus bas	Plus haut	Cours de référence
USD	4 424,00 Ariary	4 460,00 Ariary	4 435,50 Ariary
EUR	4 770,00 Ariary	4 865,00 Ariary	4 788,14 Ariary

ATD ou AVIS A TIERS DETENTEUR



La Direction Générale des Impôts définit l'ATD comme : « L'acte de poursuite de nature fiscale, ayant pour but d'appréhender, sur simple demande, entre les mains d'un tiers (banquier, employeur...), des fonds qu'il détient pour le compte d'un redevable de l'Administration fiscale »



L'Avis à Tiers Détenteur se traduit donc par un recours de l'Administration fiscale en vue de récupérer les impôts et taxes non payés par une entreprise, et ce en passant directement par la banque de cette entreprise.

Cette procédure est déclenchée par l'Administration fiscale après avoir confirmé que l'entreprise a manqué de verser des dettes fiscales comme l'impôt sur le revenu ou la taxe foncière. La mise en vigueur de cette procédure aboutit à un gel des comptes bancaires du contribuable défaillant.

Pourtant, un ATD peut être contesté en demandant recours au Trésor public dans le cas où le contribuable n'approuve pas la légitimité de la dette ou le montant réclamé.

Rencontre entre la DGI et le GEM. Une réunion entre le secteur privé représenté par le Groupement des Entreprises de Madagascar et la Direction Générale des Impôts s'est tenue en avril, en vue d'une discussion sur les contrôles fiscaux. Ce dialogue public privé avait notamment pour objet de trouver une entente sur la gestion des contrôles fiscaux, considérés souvent comme source de désaccord et d'incompréhension entre les entreprises contribuable et l'administration fiscale. Les discussions ont mis de côté les malentendus et ont abouti à une entente entre les deux parties, après avoir rappelé les engagements de chaque entité. Partant donc de la réalité que les contrôles fiscaux sont des procédures légales et normales, le secteur privé a plaidé sur son exécution ainsi que sur la révision du taux de caution alloués par les entreprises en cas de défaut de paiement. Ce taux fixé actuellement à 50 % des impôts litigieux, s'avère lourd pour les entreprises pénalisées. Attentif à la demande du secteur privé, la DGI a affirmé sa volonté d'être ouverte et à l'écoute des entreprises.

Artisanat. La Grande Ile a exporté des produits artisanaux d'une valeur 25,6 millions d'euros l'année dernière. Expédiés uniquement par voie aérienne, ces produits découlent des artisans malgaches formels, qui comptent plus de 482 000 actuellement. L'artisanat se veut d'être considéré comme secteur pourvoyeur d'emplois car les artisans formels parviennent à créer des emplois informels, estimés à plus de 2 millions. Pourtant, derrière les talents et créations des mains malgaches se cachent quelques difficultés. Il s'agit de l'accès aux matières premières de bonne qualité, qui sont souvent exportés à l'état brut. Entre autres, ces artisans ne parviennent pas à développer leurs activités faute de financement et d'accompagnement technique. Face à ces difficultés rencontrées par ce secteur, le Ministère du tourisme et de l'artisanat prévoit d'établir une cartographie des matières premières repérés dans les zones d'approvisionnements. Ce département ministériel projette également de créer des villages artisanaux pour mieux orienter les touristes, principaux clients de ces produits.

Filière arachide. La région Menabe, réputée comme zone favorable à la production d'arachide a enregistré une hausse de 32% de production. Etant la première culture oléagineuse à Madagascar, cette filière figure parmi les priorités du ministère en charge de l'Agriculture et de l'Elevage. Ce rendement résulte donc de l'appui de ce département ministériel, conjugué avec les aides des partenaires techniques et financiers. 2 055 producteurs d'arachides de cette région ont bénéficié d'un encadrement technique et ont été dotés de 57,5 tonnes de semences certifiées et de 246,6 tonnes d'engrais au cours de la campagne culturale 2023-2024. Raison pour laquelle, la production a connu une hausse. Cette filière s'avère également prometteuse du fait que la demande d'arachide s'accroît sur le marché local et international. Aussi, elle génère environ 35 000 emplois directs et indirects dans la Région cible. Pour développer cette chaîne de valeur, une unité de transformation d'arachide en huile alimentaire a été mis en place dans le district de Morondava.

Apiculture en difficulté. L'apiculture, une des filières prometteuses à Madagascar, est actuellement confrontée à une difficulté, dont le déclin des abeilles. Les conséquences sont alarmantes non seulement pour cette filière mais aussi pour l'agriculture. En effet, la production de miel est largement menacée par la diminution de ces insectes. À noter que le miel constitue une source de revenu importante pour les paysans aussi bien que pour les apiculteurs, qui sont nombreux à Madagascar. Dans une autre dimension, les abeilles sont considérées comme auxiliaires de l'agriculture du fait que ces insectes contribuent amplement à l'augmentation du rendement de production, par la pollinisation des plantes et ce à hauteur de 15 à 30 %. Par ailleurs, les abeilles concourent activement à la protection de la biodiversité. Plusieurs facteurs provoquent le déclin des abeilles tels que le changement climatique et les pressions anthropiques relatives au développement de l'agriculture et de l'industrie. Sans oublier que la Grande Ile héberge une race endémique d'abeille nommée « Apis mellifera unicolor ».

Enquête de conjoncture économique. A la suite d'une enquête auprès des entreprises, la BFM - Banky Foiben'i Madagasikara, rapporte les facteurs de blocages de ces dernières, axés sur l'incertitude économique et le délestage. 86,9 % des entreprises enquêtées ont évoqué l'incertitude de la conjoncture économique et 61,8 % ont soulevé le délestage. L'ensemble constitue les principales contraintes au développement de leurs activités. L'incertitude du contexte socio-politique du pays a été également devancée par 56,3 % des entreprises enquêtées. La liste reste toujours exhaustive incluant les activités informelles, la fiscalité, les problèmes liés aux réseaux de transport, l'insuffisance de la demande, les conditions de la concurrence, la corruption, la concurrence des importations, l'insuffisance de matières premières, l'insuffisance d'équipements, et l'insuffisance de main d'œuvre. Malgré ces contraintes, la BFM a pu constater un retour au dynamisme et une reprise des activités des entreprises vers une tendance positive.

Commerce extérieur en baisse. Selon la BFM, les exportations malgaches ont connu une chute de plus de 30 % pour les trois premiers mois de l'année en cours. Les produits phares de Madagascar sont largement concernés par cette baisse et ce comparé avec la même période de l'année précédente. En effet, ce recul concerne le volume expédié ainsi que le prix qui en baisse sur le marché international. La vanille, une filière en difficulté a perdu sa valeur à hauteur de 63,5 % relatif à la baisse du prix. Le volume du nickel exporté est en baisse de 38,4 % caractérisé par une baisse du prix moyen. A son tour, le cobalt a vu ses recettes diminuées en raison d'une baisse de 29,5 % du prix sur le marché. Les textiles, objet d'exportation des zones franches ont diminué de 11,2 %, fait expliqué par une baisse de 9,5 % du volume exporté. Cette situation expose une conjoncture économique difficile pour le pays.

Rencontre d'affaires entre les entreprises malgaches, mahoraises, réunionnaises et bordelaises : Un événement marquant à la Foire Internationale de Madagascar 2024

La Chambre de Commerce et d'Industrie France Madagascar (CCIFM) a brillamment organisé, le 23 mai 2024, une rencontre d'affaires dans le cadre de la Foire Internationale de Madagascar (FIM) 2024. Cet événement a rassemblé une cinquantaine d'entreprises malgaches et une trentaine de délégations venant de Mayotte, de la Réunion et de Bordeaux, pour explorer les opportunités d'affaires et renforcer les collaborations entre ces territoires.

L'événement a débuté par un discours inspirant de Johanne Raharinosy, Présidente de la CCIFM. Elle a souligné l'importance de ces rencontres pour le développement économique régional et international. Les chefs de délégations ont ensuite pris la parole, chacun mettant en avant les activités et les attentes de leurs entreprises respectives.

La présence de Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de France à Madagascar, Arnaud Guillois, a ajouté une dimension prestigieuse à cette rencontre, témoignant de l'importance accordée à ces échanges par les autorités françaises. Après la série de discours, tous les participants ont pu s'échanger autour d'un cocktail de réseautage.



visite du stand de la CCIFM par SEM Ambassadeur de France à Madagascar - Arnaud Guillois

Une plateforme unique pour les échanges commerciaux

La CCIFM, en partenariat avec l'Agence de Développement et d'Innovation de Mayotte (ADIM), le Club Export Réunion (CER), et le Club Entreprises Bordeaux Afrique (CBSOA), a su créer une plateforme d'échanges commerciaux unique. La délégation réunionnaise, menée par le Club Export Réunion,

comptait dix-sept entreprises. CBSOA représentait sept entreprises bordelaises et l'ADIM six entreprises mahoraises. Ces entreprises, issues de secteurs variés tels que les énergies renouvelables, l'environnement, le développement durable, l'agroalimentaire, les TIC, et la logistique, ont partagé leurs projets et exploré des possibilités de collaborations fructueuses.



chef de la délégation d'entreprises mahoraises



chef de la délégation d'entreprises réunionnaises



chef de la délégation d'entreprises bordelaises

Un événement phare de la Foire Internationale de Madagascar 2024

En s'associant à la FIM 2024, la CCIFM a fait de cette rencontre un moment clé pour le réseautage et la prospection commerciale. Cet événement a renforcé les liens économiques et commerciaux, non seulement à l'échelle régionale, mais aussi internationale, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités pour toutes les parties impliquées.



cocktail de réseautage

Objectifs et vision de la CCI France Madagascar

L'objectif principal de cette rencontre est de favoriser les relations commerciales et d'encourager les entreprises à développer leurs activités à l'échelle régionale et internationale. La réussite de cet événement témoigne de l'engagement de la CCIFM à promouvoir le secteur privé malgache. En tant que catalyseur de la croissance économique, la CCIFM s'efforce de soutenir les initiatives entrepreneuriales et de créer un environnement propice aux affaires, contribuant ainsi au développement économique de Madagascar.



cocktail de réseautage

Partenariats stratégiques pour une coopération renforcée

La CCIFM, forte de son expertise en relations d'affaires, s'appuie sur des partenariats solides avec l'ADIM et le Club Export Réunion, établis l'année dernière. Ces partenariats visent à dynamiser les échanges commerciaux entre ces territoires géographiquement proches. En collaboration avec le CBSOA et les entreprises bordelaises, la CCIFM facilite également la réalisation de projets transversaux, profitables pour les parties prenantes. Ces collaborations visent à stimuler les échanges régionaux et à contribuer activement au développement économique des territoires concernés.



La CCI France Madagascar continue de jouer un rôle crucial dans l'accompagnement des entreprises, facilitant les mises en relation et stimulant les échanges commerciaux. Forte de son expérience, elle demeure un acteur clé dans la promotion du secteur privé et le soutien des initiatives économiques de la Grande Île. Cette rencontre d'affaires, emblématique de son engagement, marque une étape importante dans la consolidation des relations commerciales entre Madagascar et ses partenaires régionaux et internationaux.



passage de Julien Lepers à la rencontre d'affaires



quelques membres du Bureau de la CCIFM sur le stand



visite du stand Boutique Gasy Mayotte de l'ADIM pendant la FIM



stand de BDE - entreprise bordelaise pendant la FIM

Secteur textile de Madagascar : les investisseurs chinois dans le viseur.

Narindra Rakotondrainibe | sae@ccifm.mg

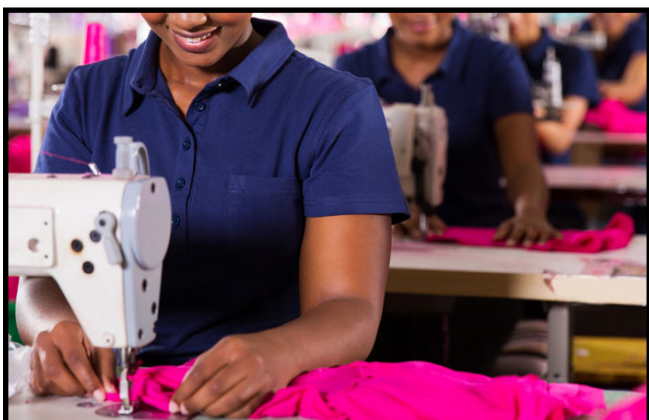
Le secteur du textile malgache suscite un intérêt croissant parmi les investisseurs chinois. Dans une démarche visant à attirer ces capitaux étrangers, les autorités économiques de Madagascar ont organisé une rencontre stratégique, réunissant des industriels chinois et des acteurs économiques locaux.

Un secteur en pleine croissance

Aux dernières nouvelles, l'industrie textile malgache connaît une expansion notable. Selon la Banque mondiale, la performance de ce secteur a bondi de 35 % en 2022, suivie d'une croissance continue de 14 % au premier trimestre de 2023. Ces chiffres illustrent la vigueur de l'industrie textile locale, qui reste un pilier de l'économie nationale. Le ministère de l'Économie prévoit une évolution de 4,9 % en 2024, misant sur l'attraction de nouveaux investissements pour maintenir cette dynamique.

Rencontre au sommet : Chinois et Malgaches en dialogue

La rencontre des deux parties a vu la participation de vingt industriels chinois du secteur textile. Ceux-ci ont été accompagnés d'investisseurs et de représentants économiques malgaches. Les discussions ont porté sur les potentiels et les opportunités qu'offre Madagascar pour les entreprises chinoises cherchant à s'établir en Afrique. En effet, les autorités malgaches, conscientes de l'enjeu, ont orchestré une véritable opération de charme pour convaincre leurs homologues chinois.



Madagascar ou Éthiopie : le dilemme chinois

Les investisseurs chinois sont en phase de prospection, hésitant encore entre Madagascar et l'Éthiopie pour implanter leurs nouvelles usines textiles. « Les Chinois désirent investir dans le textile en Afrique, mais ils ont encore le choix entre l'Éthiopie et la Grande-Île », explique le ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Cette déclaration met en lumière la concurrence régionale

pour attirer les investissements étrangers, un défi que le pays semble prêt à relever.

Présentation de l'écosystème malgache

Pour séduire les investisseurs chinois, les autorités malgaches ont mis en avant les atouts de l'écosystème économique local. Le ministère de l'Économie et des Finances, en collaboration avec l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), a présenté une vue d'ensemble des infrastructures, des incitations fiscales et des opportunités de marché disponibles pour les investisseurs étrangers. Les témoignages des entreprises déjà implantées dans le secteur ont également renforcé l'attrait de Madagascar comme destination d'investissement.

Les enjeux de l'investissement chinois

L'arrivée potentielle d'investisseurs chinois représente une opportunité significative pour le secteur textile malgache. Actuellement, l'industrie génère plus de 170 000 emplois directs, et l'implantation de nouvelles entreprises pourrait en créer encore plus, tout en stimulant la concurrence et l'innovation. Les autorités espèrent que ces investissements renforceront la position de la Grande-Île en tant que hub textile du continent africain.

Le développement durable en ligne de mire

Au-delà de la simple croissance économique, le développement durable est au cœur des préoccupations des autorités et des investisseurs. L'industrie textile malgache doit répondre à des normes de plus en plus strictes en matière de durabilité environnementale et sociale. Les investissements chinois, s'ils sont réalisés, devront également s'aligner sur ces exigences pour garantir une évolution harmonieuse et durable du secteur.

Vers une collaboration fructueuse

La rencontre entre les investisseurs chinois et les autorités malgaches marque une étape importante dans le développement du secteur textile dans la Grande-Île. En présentant un environnement propice aux affaires et en soulignant les opportunités de croissance, Madagascar se positionne comme un choix stratégique pour les investisseurs étrangers. Les prochains mois seront cruciaux pour transformer ces discussions en investissements concrets, assurant ainsi une prospérité durable pour le secteur textile du pays.

Graphite : 8 % de la réserve mondiale détenue par Madagascar

Narindra Rakotondrainibe | sae@ccifm.mg

Madagascar, avec ses vastes réserves de graphite, se trouve dans une position stratégique pour devenir un leader mondial dans la production de ce minerai essentiel. Détenant environ 8 % des réserves internationales de graphite, estimées à 26 millions de tonnes, la Grande-Île se classe parmi les dix premiers producteurs mondiaux. Pourtant, une grande partie de ce potentiel reste encore inexploité, ouvrant des perspectives économiques considérables pour le pays.

Un contexte géopolitique favorable

La conjoncture actuelle offre une opportunité unique pour Madagascar de renforcer sa position sur le marché mondial du graphite. Les tensions économiques et la compétition entre les États-Unis et la Chine pour le contrôle des ressources naturelles en Afrique jouent en faveur de Madagascar. La Chine, premier producteur mondial du minerai, a récemment limité ses exportations pour des raisons de « sécurité nationale ». Cette restriction a obligé plusieurs pays dépendants du graphite chinois à chercher de nouveaux fournisseurs, faisant de Madagascar une alternative attractive.

La transition énergétique et la demande de graphite

La demande mondiale de graphite est en pleine expansion, stimulée par la transition énergétique et les avancées technologiques. Le graphite est un composant crucial dans diverses industries, notamment pour la fabrication des batteries lithium-ion utilisées dans les véhicules électriques, les appareils électroniques et le stockage d'énergie renouvelable. De plus, il joue un rôle essentiel dans l'industrie métallurgique pour la production d'acier et d'autres alliages.

Projets miniers en développement

Madagascar est en phase de démarrage de plusieurs initiatives minières majeures qui devraient considérablement augmenter sa production de graphite. Parmi eux, les projets situés à Fotadrevo et Ampanihy sont particulièrement prometteurs. À terme, ces initiatives pourraient permettre au pays de produire jusqu'à 150 000 tonnes de graphite par an. Cela renforcerait non seulement l'économie nationale, mais également assurerait une position dominante du pays sur le marché africain et mondial.

Réserves et exploitation actuelle

Selon un rapport de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (EITI) de 2022, les réserves de graphite naturel à Madagascar sont réparties dans

six grands projets d'exploitation. Ceux-ci incluent Nextsource, Black Earth Minerals, Gold Sands et Tirupati, entre autres. Ces projets totalisent des réserves de 26 millions de tonnes, surpassant celles du Mozambique, le premier producteur africain actuel.

Perspectives économiques pour Madagascar

L'exploitation des vastes réserves de graphite de Madagascar pourrait transformer l'économie nationale. En augmentant la production et les exportations, le pays pourrait générer des revenus substantiels, créer des emplois et stimuler le développement des infrastructures locales. La hausse de la demande mondiale offre une occasion unique pour le pays de capitaliser sur ses ressources naturelles et de devenir un acteur clé sur le marché international.



Une opportunité à saisir

Madagascar se trouve dans un tournant décisif avec la possibilité de devenir le principal producteur africain de graphite. Les conditions géopolitiques actuelles, combinées à l'énorme potentiel de ses réserves inexploitées, offrent une fenêtre d'opportunité pour le pays. En développant ses projets miniers et en renforçant ses capacités d'exportation, la Grande-Île peut non seulement améliorer son économie, mais aussi jouer un rôle crucial dans la transition énergétique mondiale. Le secteur du graphite pourrait ainsi devenir un pilier majeur de la croissance économique du pays.

Intégration régionale : le marché africain dans la ligne de mire du secteur privé malgache

Narindra Rakotondrainibe | sae@ccifm.mg

Une délégation de la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) est actuellement à Madagascar. Celle-ci vise à promouvoir l'intégration régionale et les opportunités offertes par le marché africain. Les discussions avec le secteur privé malgache mettent en lumière des outils digitaux innovants destinés à faciliter le commerce et la finance à l'échelle continentale.

Des outils numériques pour le secteur privé

La mission de la délégation de l'Afreximbank a débuté avec une présentation de deux plateformes numériques clés : l'Africa Trade Gateway (ATG) et « Mansa ». Ces outils sont conçus pour aider les entités économiques malgaches à tirer parti du commerce intra-africain. Maureen Nneka Mba, cheffe de l'initiative « Mansa » auprès de l'Afreximbank, explique que l'ATG est une plateforme intégrée offrant des outils pour le e-commerce, l'intelligence de marché et d'autres domaines essentiels au commerce intra-africain. En parallèle, « Mansa » propose des profils gratuits pour les organisations africaines, visant à réduire les asymétries d'information dans le commerce africain.

Renforcer la compétitivité du secteur privé

La délégation a rencontré les représentants du secteur privé malgache, la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industries de Madagascar (FCCIM) et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo. Cette réunion, tenue au siège de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) à Antaninarenina, a été l'occasion de discuter des opportunités offertes par le marché africain. Les moyens de renforcer la compétitivité des produits malgaches ont également été au centre des débats.



Les discussions ont aussi porté sur l'intégration régionale et le commerce intra-africain, notamment à travers la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF). Josielle Rafidy, directrice générale de l'EDBM, a souligné que ces plateformes numériques peuvent jouer un rôle crucial. En effet, ils peuvent faciliter l'accès au financement et

aux paiements transfrontaliers en monnaie locale. Cela permettrait de créer un environnement favorable à la croissance économique et à l'expansion du commerce régional.

Les avantages de la ZLECAF

L'engagement de l'Afreximbank avec Madagascar représente ainsi une étape clé pour promouvoir la bonne gouvernance parmi les PME africaines. Il peut aussi maximiser les avantages du commerce et de la finance continentaux. La ZLECAF est projetée pour stimuler le commerce intra-africain de 52,3 % d'ici 2025 et augmenter les revenus de l'Afrique jusqu'à 450 milliards de dollars d'ici 2035. Ces améliorations pourraient également sortir 30 millions d'Africains de l'extrême pauvreté, offrant alors des perspectives économiques significatives pour le secteur privé malgache.

Un marché de 1,3 milliard de consommateurs

Avec un marché potentiel de 1,3 milliard de consommateurs, le secteur privé malgache a beaucoup à gagner de cette intégration régionale. Pour ne pas manquer cette opportunité, les entreprises locales envisagent de rendre leurs produits plus compétitifs. La promotion de ces outils digitaux par l'Afreximbank vise à faciliter cet objectif, en permettant aux entreprises malgaches de naviguer plus efficacement dans le marché africain. Ces organisations locales peuvent aussi capitaliser sur les opportunités offertes par la ZLECAF.

Une opportunité à saisir

La visite de la délégation de l'Afreximbank et la présentation de l'ATG et de « Mansa » marquent un moment crucial pour le secteur privé malgache. En adoptant ces outils digitaux et en participant activement à l'intégration régionale, les entreprises de la Grande-Île peuvent bénéficier pleinement des avantages du commerce intra-africain. Cette initiative promet de stimuler la croissance économique locale, et vise à renforcer la position de Madagascar sur le marché continental. Le secteur privé malgache se prépare ainsi à une nouvelle ère de compétitivité et d'opportunités sur le marché africain.

Afrique : Les industries dans lesquelles le continent peut devenir un leader

Narindra Rakotondrainibe | sae@ccifm.mg

L'Afrique, riche en ressources naturelles et en potentiel humain, est bien positionné pour devenir un leader mondial dans plusieurs industries clés. Alors que le monde se réorganise pour s'adapter à la transition énergétique et à d'autres changements globaux, le continent africain peut exploiter ses atouts pour se hisser au sommet de certaines filières industrielles. Voici un aperçu des secteurs où l'Afrique qui a le potentiel de briller.

Les industries vertes

Les industries vertes représentent un domaine où le continent peut exceller, notamment grâce à ses vastes ressources en minerais stratégiques. Le marché mondial des industries vertes a atteint 1 000 milliards d'euros en 2022 et l'Afrique possède une abondance de minerais essentiels à cette industrie. On peut citer le lithium, le cobalt, le platine, l'aluminium, le manganèse et le phosphate. Ces ressources sont cruciales pour la fabrication de technologies vertes, comme les batteries pour véhicules électriques et les équipements de production d'énergie renouvelable.

Le potentiel de l'hydrogène vert

L'hydrogène vert, produit à partir d'énergies renouvelables est une autre opportunité majeure pour le continent. Les régions africaines combinant désert et ressources en eau, comme le Maroc, la Namibie et certaines parties de l'Afrique du Sud, sont particulièrement bien placées pour produire cette énergie de manière rentable. L'hydrogène vert pourrait ainsi devenir une source d'énergie clé pour le continent et au-delà. Cela contribuerait à la décarbonisation de l'économie mondiale.

L'industrie automobile

Le secteur automobile est une autre industrie où l'Afrique pourrait s'imposer comme leader mondial. Avec une croissance prévue de 40 % du secteur automobile d'ici 2027, atteignant 42 milliards de dollars, le continent dispose de nombreuses ressources nécessaires. On peut notamment parler du caoutchouc naturel par exemple. Des pays comme la Côte d'Ivoire, le Libéria, le Nigeria et le Ghana sont déjà d'importants producteurs de caoutchouc, essentiel pour l'industrie automobile.

Des investissements significatifs ont été réalisés par des géants mondiaux comme Renault, Peugeot et Volkswagen. Ces multinationales ont établi des usines au Maroc, au Rwanda et au Ghana. Ces initiatives montrent que l'Afrique a le potentiel de développer une industrie automobile robuste, capable de répondre à la demande locale et internationale.

L'industrie pharmaceutique

Le continent africain dépense actuellement environ 20 milliards de dollars par an en importations de médicaments. Le développement d'une industrie pharmaceutique locale pourrait non seulement réduire cette dépendance, mais aussi positionner l'Afrique comme un fournisseur mondial de médicaments.

Avec une population jeune et en croissance rapide, la demande pour ces produits spécifiques est en constante augmentation. Les experts soulignent néanmoins la nécessité d'investissements ambitieux et de plans stratégiques pour stimuler cette industrie.



L'agriculture bio

L'agriculture biologique est un autre secteur prometteur pour l'Afrique. En 2021, le marché mondial du bio était évalué à environ 125 milliards de dollars. Avec 60 % de ses terres arables non exploitées, le continent a un potentiel immense pour développer l'agriculture bio. Il faut savoir que le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, l'Ouganda et l'Afrique du Sud sont déjà actifs sur ce marché, exportant vers l'Union européenne. L'expansion de cette activité pourrait transformer le continent en un véritable grenier du monde, répondant à la demande croissante pour des produits naturels et durables.

La nécessité d'une vision stratégique

Pour réaliser ce potentiel, une vision stratégique et une volonté politique claire sont indispensables. Les politiques publiques doivent être bien définies pour attirer les compétences et les investissements essentiels. Des exemples comme le développement de l'industrie aéronautique au Maroc montrent que des politiques cohérentes et ambitieuses peuvent transformer une économie.

Selon les experts, de bonnes politiques publiques peuvent attirer les talents et les expertises nécessaires à l'industrialisation. En outre, des initiatives comme la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) visent à accélérer l'industrialisation du continent. Le commerce intra-africain peut être facilité et les capacités industrielles locales sont capables de se renforcer.

JO 2024 : de très grosses retombées économiques attendues pour Paris et l'Île-de-France

Narindra Rakotondrainibe | sae@ccifm.mg

Les Jeux olympiques et paralympiques de 2024, prévus à Paris, promettent d'apporter d'importantes retombées économiques à la capitale française et à sa région. Une récente étude du Centre de droit et d'économie du sport (CDES) évalue ces effets entre 6,7 et 11,1 milliards d'euros sur une période s'étalant de 2018 à 2034. Ces chiffres, bien que larges, englobent diverses sources de revenus, allant des recettes liées à l'organisation des Jeux aux dépenses de construction et aux impacts sur le tourisme.

Des chiffres révisés à la hausse

Comparées aux estimations antérieures de 2016, ces nouvelles projections affichent une augmentation significative des retombées économiques attendues. Initialement évaluées entre 5,3 et 10,7 milliards d'euros, ces prévisions ont été revues à la hausse, tenant compte notamment de l'inflation. Les dépenses prévues pour l'organisation des Jeux oscillent quant à elles entre 3 et 5 milliards d'euros, selon les déclarations de Pierre Moscovici, président de la Cour des comptes.

Scénarios de retombées

Le CDES a élaboré trois scénarios différents pour évaluer les retombées économiques des Jeux. Le « scénario bas » prévoit des retombées de l'ordre de 6,7 milliards d'euros, tandis que le « scénario central » table sur 8,99 milliards. Le « scénario haut » quant à lui, est évalué à 11 145 milliards. Ces estimations prennent en compte les conséquences provenant de l'organisation des Jeux, des dépenses de construction et de l'impact sur le tourisme. Les retombées économiques prévues sont principalement concentrées sur la période de préparation et de déroulement des jeux. Les dépenses liées à l'organisation et à la construction des infrastructures sportives constituent les principales sources de ces retombées. Cependant, les effets économiques pendant la phase d'héritage post-Jeux sont plus limités. Les retombées attendues seraient de quelques centaines de millions d'euros seulement.



Incertitudes autour du tourisme

Les effets liés au tourisme demeurent cependant incertains. En effet, elles dépendent largement du nombre de visiteurs pendant les jeux. Les projections varient entre 1,4 et 3,6 milliards d'euros, en tenant compte de l'inflation. Néanmoins, les perspectives pour

la période post-jeux sont encourageantes, avec un potentiel de croissance du tourisme en Île-de-France.

Facteurs externes et perspectives

Malgré ces projections optimistes, les retombées économiques des JO 2024 restent sujettes à des facteurs externes. L'évolution de la conjoncture mondiale y joue un rôle capital. D'autres études ont également été menées, avec des perspectives variées sur l'impact économique réel. Malgré les incertitudes, une majorité d'entreprises reste confiante quant à l'impact positif de cet événement sportif majeur sur l'économie française.

Les marchés publics de Paris-2024 remportés par les petites entreprises françaises

Les petites et moyennes entreprises françaises auront certainement des parts importants dans les marchés publics liés aux Jeux olympiques et paralympiques de Paris-2024. Selon Olivier Debargue, directeur délégué aux achats du comité d'organisation, près de 90 % des fournisseurs de premier rang de Paris-2024 sont français. Sur les 2 400 fournisseurs principaux, 2 075 sont basés en France.

Ces chiffres révèlent un engagement fort en faveur des sociétés locales, avec une prédominance notable des TPE-PME. En effet, environ 79 % des fournisseurs français sont des petites et moyennes entreprises. Plus de 300 d'entre elles sont des structures de l'économie sociale et solidaire (ESS). De plus, 14 % des organisations attributaires des marchés sont des entreprises de taille intermédiaire (ETI).

La Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo), chargée de la construction des infrastructures permanentes, a également mis l'accent sur la participation des petites entreprises. Initialement, 25 % des marchés devaient être réservés aux TPE, PME et structures de l'ESS. Cependant, cette proportion a été dépassée, avec 36 % des marchés attribués à ces entreprises, soit un total de 801 millions d'euros.

Dans les faits, plus de 2 600 TPE/PME ont décroché des contrats. Celles-ci sont réparties dans 85 départements différents. Néanmoins, une proportion significative (environ trois quarts) est basée en Île-de-France.

ÉCONOMIE – FINANCES

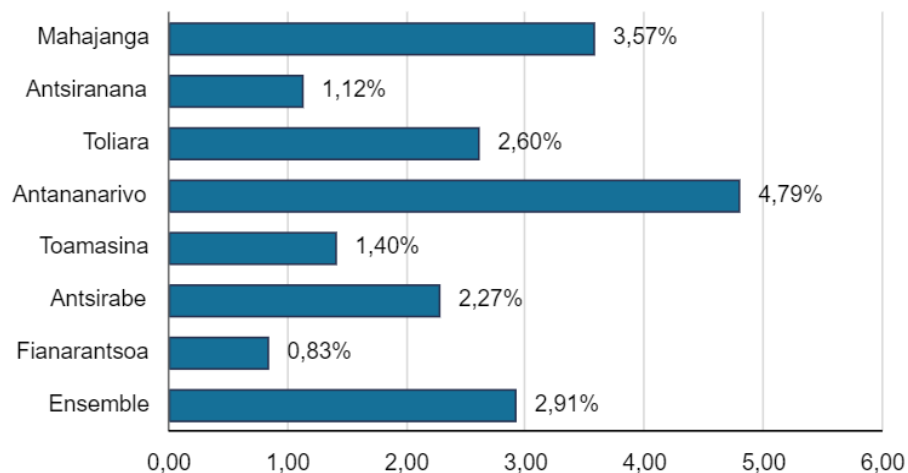
INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

avril 2023 à avril 2024

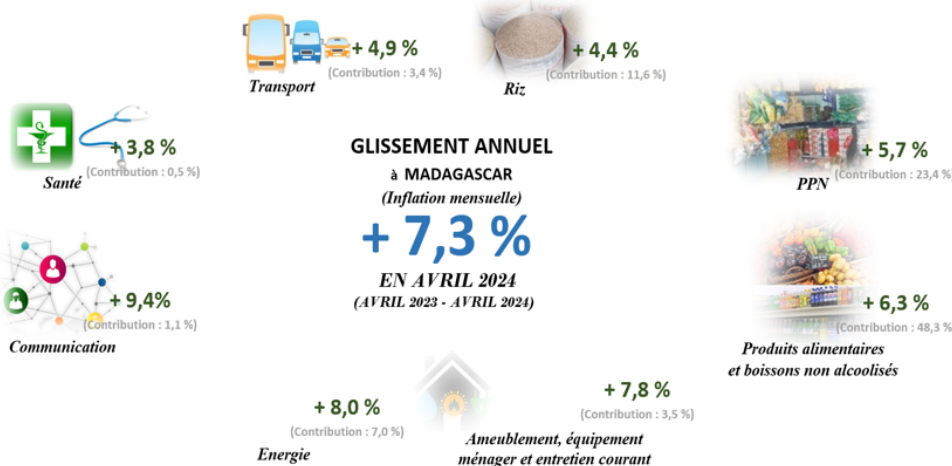
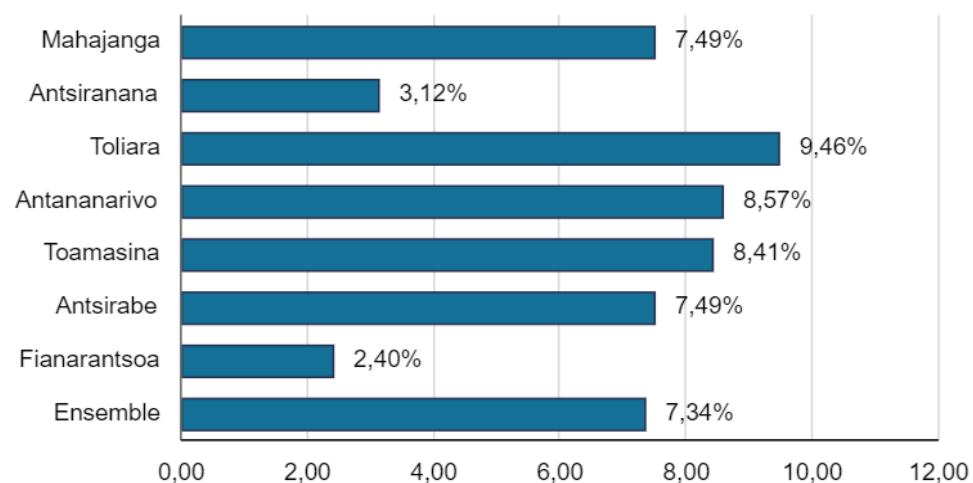
LIBELLE - PERIODE	avr.-23	mai-23	juin-23	juil.-23	août-23	sept.-23	oct.-23	nov.-23	déc.-23	janv.-24	févr.-24	mars-24	avr.-24
Ensemble	162,0	162,6	163,5	163,7	164,3	165,0	165,4	165,9	167,5	169,0	170,9	173,0	173,9
RIZ													
Non Riz	159,5	160,2	161,4	161,6	162,3	163,1	163,6	164,1	165,4	167,0	169,1	171,3	172,3
Riz	173,9	173,8	173,2	173,2	173,2	173,5	173,7	174,1	177,2	178,4	179,3	181,0	181,6
ORIGINE													
Produits Locaux	163,4	164,0	164,8	165,0	165,6	166,4	166,8	167,2	169,0	170,6	172,7	175,0	176,0
Produits Semi Importés	167,8	168,3	169,0	169,4	170,0	170,5	171,1	171,7	172,3	173,3	173,9	174,9	175,7
Produits Importés	136,2	137,2	138,4	138,0	138,6	138,6	139,0	139,6	140,4	141,7	142,7	143,4	144,2
ENERGIE													
Non Energie	164,4	165,0	165,9	166,1	166,7	167,4	167,8	168,3	170,1	171,4	173,4	175,6	176,4
Energie	134,2	134,5	134,8	134,8	134,8	136,8	136,8	136,8	136,8	141,4	141,6	142,9	144,9
PPN													
PPN	172,1	172,2	172,4	172,4	172,7	173,1	173,4	174,1	176,9	178,5	179,8	181,3	181,9
Non PPN	158,1	158,9	159,9	160,2	160,9	161,8	162,2	162,6	163,7	165,3	167,4	169,8	170,8
SECTEUR DE PRODUCTION													
Produits Vivriers Non Transformés	174,6	175,8	177,3	177,4	178,3	178,7	179,4	180,1	181,2	182,3	185,5	187,1	187,9
Produits Vivriers Transformés	171,6	171,9	172,0	172,1	172,2	173,4	173,4	173,8	176,3	178,9	179,9	181,9	183,3
Produits Manufacturés Industriels	154,4	155,1	156,0	156,3	156,9	157,5	158,0	158,6	159,6	161,1	162,0	163,1	163,8
Produits Manufacturés Artisanaux	142,4	143,0	144,5	143,1	143,6	143,6	143,9	144,6	145,5	145,8	147,5	148,0	149,0
Services Publics	137,5	137,8	138,2	139,1	141,2	144,6	145,0	145,5	144,6	146,2	146,9	147,6	149,1
Services Privés	152,0	152,1	153,0	153,3	153,8	154,2	154,5	154,7	157,1	158,1	160,8	165,2	165,9
FONCTION													
Produits alimentaires et boissons non alcoolisés	173,1	173,7	174,5	174,6	175,0	175,4	175,9	176,5	178,3	179,5	181,7	183,2	184,0
Boissons alcoolisées et tabacs	159,1	161,6	162,3	163,8	165,8	169,0	169,3	170,3	172,3	174,9	175,3	176,9	177,8
Articles d'habillement et articles chaussants	145,3	146,3	148,4	147,5	148,2	148,3	148,9	149,3	150,6	152,0	154,2	155,3	156,8
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	145,8	146,2	146,9	147,2	147,4	148,2	148,3	148,3	150,8	153,0	155,6	160,1	161,4
Ameublement, équipement ménager et entretien courant	194,4	195,0	195,5	197,6	198,6	199,5	201,2	202,8	203,4	205,9	206,0	208,3	209,6
Santé	160,8	162,9	164,3	163,7	164,2	162,8	163,2	163,9	163,6	164,8	165,8	166,0	166,8
Transports	156,2	156,6	156,9	156,9	158,5	158,3	159,0	159,5	159,4	160,4	160,8	162,7	163,9
Communications	106,8	107,1	107,4	109,2	109,2	110,5	110,7	110,9	111,7	114,7	115,6	116,5	116,8
Loisirs et culture	139,4	140,0	141,9	140,8	142,1	142,1	142,2	142,4	142,9	144,5	144,6	144,9	145,8
Enseignement, Education	139,1	139,3	140,2	140,9	141,6	145,8	145,9	146,3	145,7	146,7	146,7	147,2	147,3
Hôtellerie, cafés, restauration	153,4	153,7	154,7	153,6	155,9	156,4	156,7	157,5	157,4	159,2	161,3	165,3	167,1
Autres biens et services	145,2	146,0	147,4	147,3	147,9	149,2	150,1	151,0	151,7	153,9	154,0	154,6	154,8

Source : INSTAT

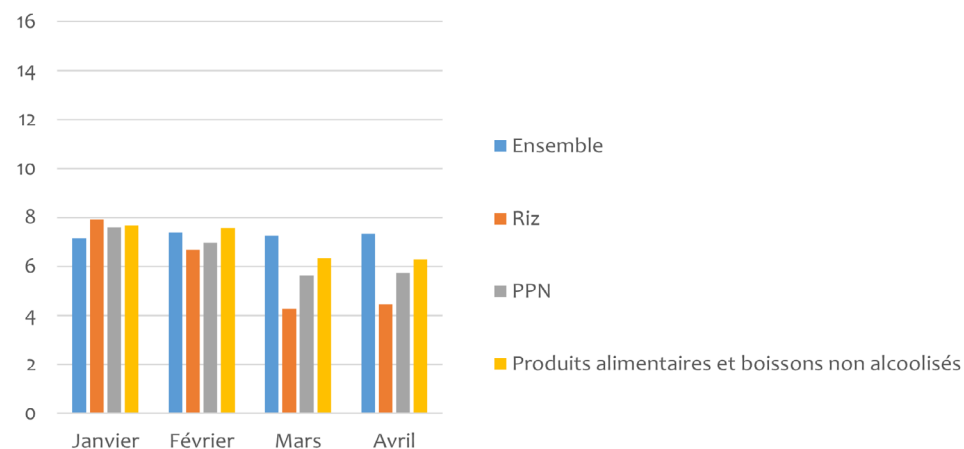
Variation trimestrielle (janv. 2024 - Avr. 2024)



Glissements annuels des NIPC (avr. 2023 - avr. 2024)



Glissement annuel 2024



Source : INSTAT

ÉCONOMIE – FINANCES
COMMERCE BILATÉRAL FRANCE-MADAGASCAR

Année 2022 à 2024

Exportations FAB hors matériel militaire (valeurs brutes en milliers d'euros)				
	Année 2022	Année 2023	2 mois 2023	2 mois 2024
Total	204 892	196 890	30958	30140
1320 - Tissus	64 580	69 616	8 237	9 076
2120 - Préparations pharmaceutiques	33 662	30 831	4 550	6 235
1091 - Aliments pour animaux de ferme	17 729	14 275	2 951	2 561
1419 - Autres vêtements et accessoires	16 393	9 640	3 244	2 206
2620 - Ordinateurs et équipements périphériques	12 749	10 182	1 354	1 754
1396 - Autres textiles techniques et industriels	10 853	13 045	1 511	1 019
1051 - Produits laitiers et fromages	7 207	7 798	2 339	1 123
1399 - Autres textiles n.c.a.	7 954	4 152	604	1 069
2229 - Autres produits en matières plastiques	4 681	5 057	930	519
1512 - Articles de voyage, de maroquinerie, de sellerie et de bourrellerie	6 669	4 816	914	784
2813 - Autres pompes et compresseurs	5 373	7 438	1 674	952
2059 - Autres produits chimiques n.c.a.	4 872	5 636	631	503
2042 - Parfums et produits pour la toilette	4 383	5 010	797	929
2599 - Autres produits métalliques n.c.a.	4 905	4 858	698	722
2712 - Matériel de distribution et de commande électrique	2 882	4 536	524	688

Importation CAF hors matériel militaire (en millions d'euros)				
	Année 2022	Année 2023	1 mois 2023	1 mois 2024
Total	605 246	514 130	83045	60680
0128 - Plantes à épices, aromatiques, médicinales et pharmaceutiques	187 890	102 594	27 344	9 552
1020 - Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	110 049	118 559	12 427	10 299
1412 - Vêtements de travail	43 816	28 700	5 636	3 433
1039 - Autres préparations et conserves à base de fruits et légumes	44 196	40 234	1 237	1 939
1413 - Autres vêtements de dessus	41 960	52 909	10 922	9 276
1419 - Autres vêtements et accessoires	39 465	40 139	8 195	8 139
1414 - Vêtements de dessous	40 271	40 296	7 060	7 282
1439 - Autres articles à mailles	22 673	17 240	1 237	1 939
1629 - Autres objets en bois ; objets en liège, vannerie et sparterie	16 579	16 269	4 468	3 189
0124 - Fruits à pépins et à noyau	17 567	28 504	434	277
1512 - Articles de voyage, de maroquinerie, de sellerie et de bourrellerie	15 427	13 715	1 906	2 609
2053 - Huiles essentielles	13 428	9 147	1 320	1 547
1084 - Condiments et assaisonnements	11 925	5 824	859	1 199

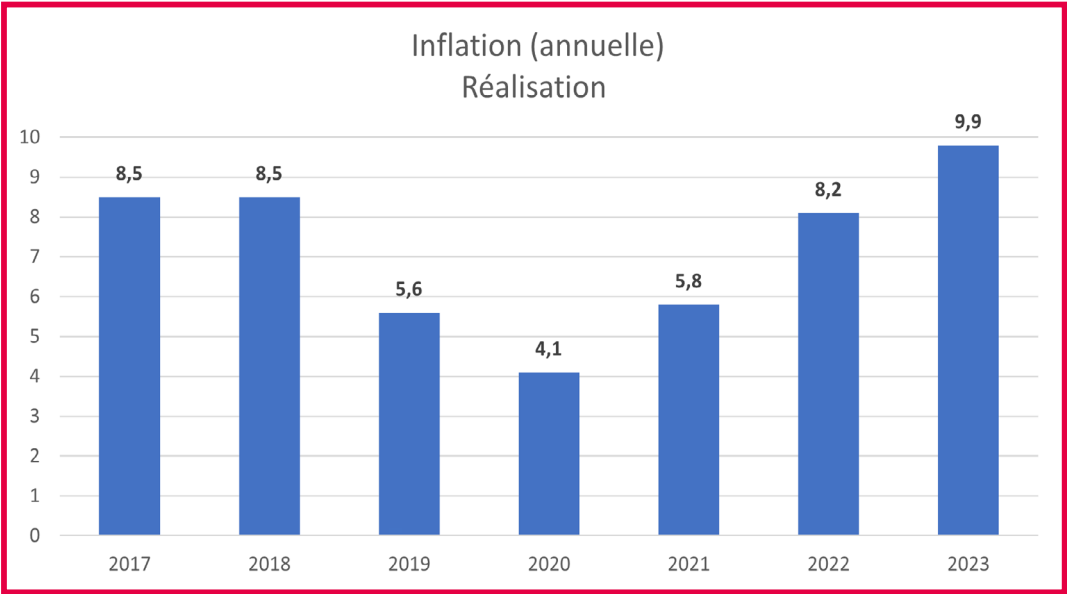
Source : Direction générale des douanes et droits indirects français

ÉCONOMIE – FINANCES
RELEVÉ DES PRIX - MAI 2024

PRODUITS	QUANTITE/ QUALITE	MAI 2023	MAI 2024	VARIATION %
1- Relevé des prix en grande distribution (en Ariary)				
Riz	Makalioka 1 kg	3890	4080	4,88
Sucre	blanc 1 kg	6500	6990	7,54
Huile Ordinaire	le litre	18000	19900	10,56
Huile d'arachide	le litre	32000	26900	-15,94
Pain	baguette de 170 g	1000	1000	0,00
Pomme de Terre	le kilo	6000	6000	0,00
Bière THB (Nu)	bouteille de 65 cl NU	3500	3800	8,57
Poulet de chair	le kilo	19700	21900	11,17
Poulet fermier	le kilo	27000	30900	14,44
Bœuf basse côte	le kilo	16900	19900	17,75
Source: Carrefour Ankorondrano				

2. Relevé des prix des carburants (en Ariary)				
gaz oil	le litre	4 900	4 900	0,00
super 95	le litre	5 900	5 900	0,00
pétrole lampant	le litre	2 430	2 430	0,00
gaz	bouteille de 12,5 kg NU	99 000	86 600	-12,53
(Source : TotalEnergies Ankorondrano)				

Ces prix ont été relevés auprès de Carrefour Ankorondrano pour les produits de grande consommation, et TotalEnergies Ankorondrano pour ce qui concerne les prix des carburants.
 Les prix constatés sont comparés avec ceux de l’année précédente, à la même période, afin d’avoir un aperçu de leur évolution.



EVENEMENTS DE LA CCI France Madagascar

19 JUIN 2024

Session d'échanges et de partage avec la CNAPS

Cette séance se tiendra à la CCIFM : présentation des prestations de la CNAPS, présentation de la Déclaration Nominative des Salaires en ligne « DNS en ligne » et Sensibilisation sur la RSE

EVENEMENTS ECONOMIQUES

JUIN 2024

Soirée de gala de la CCIFI

20 AU 23 JUIN
2024

Salon ITM 2024

La 10e édition du Salon International Tourism Fair Madagascar (ITM) se tiendra au Centre de Conférences Internationales (CCI) Ivato

11 AU 13 JUIN
2024

Mission économique et commerciale de la Francophonie

L'Organisation internationale de la Francophonie organise une mission économique et commerciale de la Francophonie du 11 au 13 juin 2024, à Montréal Québec.

26 JUIN 2024

Forum d'affaires Afrique Australe Océan Indien

Le Forum d'affaires Afrique Australe Océan Indien se tiendra à Paris le 26 juin 2024, au siège de Business France

03 ET 04 JUILLET
2024

BlueINvest Africa 2024

BlueInvest Africa 2024 est un événement d'affaires dédié à l'Économie Bleue sur le continent africain, organisé par l'Union européenne en partenariat avec le Gouvernement de la République du Kenya.

13 AU 21 JUILLET
2024

7ème édition du Festival des baleines à Sainte Marie

sous le thème de : « Les produits d'excellence de la gastronomie malgache »

12 AU 15
SEPTEMBRE 2024

Foire Internationale de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

La 6e édition de la Foire Internationale de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche portera sur : « l'agriculture à Madagascar – secteur d'avenir pour l'Océan Indien.

24 AU 27 OCTOBRE
2024

Salon international de l'habitat

Pour sa 26e édition, le thème du salon international de l'habitat sera : « l'habitat face aux défis de demain - des réponses responsables et innovantes pour les populations ».



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

ÉDITEUR

Chambre de Commerce et d'Industrie France Madagascar

Adresse : Résidence « Les Orchidées Blanches »

Lot II M 35 Y K Androhibe

Directeur de la publication : johanne.raharinosy@ccifm.mg

Revue par : johanne.raharinosy@ccifm.mg

ISSN : En cours d'inscription

Tarif annuel (11 numéros) : 220 000 Ariary | 77 €

• ccifm@ccifm.mg